

Caracas ne se rend pas : la justice du soin contre la nécropolitique de l'empire - Amérique latine-Bolivar Infos

Bolivar Infos

Par Geraldina Colotti

Traduction Françoise Lopez pour Amérique latine-Bolivar Infos

Il existe une forme de parasitisme intellectuel qui, surtout en Europe, fleurit au moment où la tragédie nationale est la plus grande. C'est la position de ceux qui, protégés par une chaire ou par une vieille rente de position académique, s'érigent en autorités constitutionnelles pour juger ce qui, sur le terrain, doivent garantir la survie d'un peuple.

Il y a ceux qui ont mal digéré une petite dose du mouvement ouvrier du siècle dernier, le déformant pour en faire aujourd'hui une arme contre l'État bolivien, alors même que celui-ci subit une agression militaire sans précédent. Il arrive ainsi que l'on lise des articles au goût surréaliste destinés à ceux qui, dans leur propre pays, ont vu passer tous les trains par le trou de la serrure et qui, aujourd'hui, font confiance à ceux qui, hors du Venezuela, n'ont jamais même essayé de gouverner la chaise sur laquelle ils sont bien assis. Pour cela, on utilise une technique classique : mélanger des données techniques hors contexte avec la voix d'une prétendue « opposition de gauche » afin de donner une apparence d'objectivité à ce qui est, en réalité, un soutien implicite à la stratégie de Washington.

Le grotesque a atteint son apogée quand cette soi-disant « critique anti autoritaire » a fini par se trouver sous le même toit que des bureaucrates déplacés qui, pour conserver leur petit pouvoirs d'appareil, ont opté pour se laisser diriger par un dogmatisme aveugle de marque européenne. Voir ceux qui se prétendent « d'extrême gauche », s'allier dans les faits et sur les places avec le fascisme de Maria Corina Machado et avec les ultra-libéraux qui ont béni l'invasion militaire et l'enlèvement du président Maduro et de la député Cilia Flores, n'est pas une erreur d'analyse, mais un alignement précis qui ferme un cercle vicieux propre aux « plateformes giratoires » des années, post 90.

Quelles sont, en effet, les ressources qu'on utilise ? Il s'agit souvent de groupes nés de scissions ou de groupuscules intellectuels qui, même en se déclarant de gauche, ont pris des positions favorables à la droite au moment de plus grande tension en visant par la critique la « dérive autoritaire » juste quand l'État est sous une attaque armée et surtout en saluant avec ceux qui portent le néolibéralisme le plus effréné.

On site des « experts » qui vivent en Europe, connus pour leur critique « académique » qui, depuis longtemps, converge avec les récits du département d'État des États-Unis. Leur « défense de la Constitution » ignore systématiquement l'état de nécessité et l'agression impérialiste et réduit la lutte géopolitique à une question de « gestion démocratique » interne.

Malgré le « pluralisme » dont on fait tant de gorges chaudes, on se réfère exclusivement à un panel aussi minuscule qu'hétérogène –qui unit des secteurs du « syndicalisme critique » à des groupes qui, bien qu'ils condamnent officiellement l'impérialisme, de fait, se mobilise contre le Gouvernement en coordination avec les ordres du jour de déstabilisation en exigeant des « transitions démocratiques » juste quand le président est enlevé par une puissance étrangère.

On prend comme vérité absolue la position d'une micro-fraction du parti communiste du Venezuela en ignorant celle de la majorité du même parti qui, avec ses dirigeants historiques, continue à défendre la Révolution Bolivarienne. Le fait que pour cela il n'ait plus aucune base populaire –cette base qui voit dans l'unité du cadre dirigeant bolivien et dans l'union civique et militaire la seule garantie de survie de la nation– n'est pas pris en compte. N'est pas non plus considéré comme suspect l'écho médiatique que reçoivent ces individus au niveau international.

Ces critiques « critiques » n'accepteront jamais non plus la Loi Anti-Blocus. Mais qu'auraient-ils voulu faire ? Leur « non violence », bureaucratique n'est que le masque d'une impuissance qui, incapable de faire la révolution, préfère livrer le pays aux protectorats étaisuniens pourvu que le « madurisme » soit vaincu. Ils défendent une souveraineté de papier alors que l'ennemi réel foule aux pieds le sol du Venezuela. La réalité est

qu'il n'y a pas de souveraineté sans production et qu'il n'y a pas de production sans capacité tactique de briser le blocus.

Certains « articles » devraient être pris pour ce qu'ils sont : un exemple de guerre cognitive qui emploie des termes chers à la gauche (« souveraineté », « droits des travailleurs », et même « communisme ») pour justifier le retour de la doctrine Monroe. Le fait que Rubio menace Delcy Rodriguez de subir « le même sort que Maduro » démontre que la réforme n'est pas une concession mais un jeu tactique que l'empire craint parce qu'il permet à Caracas d'avoir de l'oxygène financier (les 300 000 000 déjà destinés aux salaires) malgré l'enlèvement de ses dirigeants.

L'argument principal utilisé par les deux tracteurs de la réforme et qu'elle représente le démantèlement du modèle de souveraineté pétrolière de Hugo Chávez. C'est une lecture superficielle et hors contexte, déjà viciée à l'origine au moment de l'approbation de la Loi Anti-Blocus promulguée pour sortir l'économie vénézuélienne du recoin méphitique dans lequel les « sanctions » l'avaient enfermée.

En réalité, cette réforme institutionnalisée les Contrats de Participation Productive (CPP) comme réponse, pragmatique est nécessaire à un régime de sanction qui empêche l'État d'investir directement des milliers de millions de dollars. Une porte étroite, certes, un bras de fer avec la première puissance mondiale, mais pas une liquidation. Ce n'est pas, en effet, en retour à la privatisation mais une délégation opérationnelle contrôlée : l'État conserve la propriété des réserves et la direction stratégique tandis que le partenaire privé assume les risques et les coûts à un moment où les coffres publics sont frappés par le blocus financier.

Comme le prévoit la Constitution Bolivarienne, les lois ne peuvent pas être rétroactives et, comme c'est arrivé dans ce cas avec les consultations qui ont été menées à bien dans toutes les structures de travail, elle a été approuvée par les travailleurs, elle est passée en première instance au Parlement et reviendra de nouveau aux instances populaires.

En ce qui concerne ce qu'on appelle le modèle Chevron et le pouvoir de commercialisation concédé aux compagnies privées, il faut souligner qu'il ne s'agit pas d'un renoncement à la souveraineté mais d'un mécanisme de défense. Permettre aux partenaires de vendre directement leur quota de production à condition que le prix soit supérieur à celui obtenu par les entreprises d'État et que les revenus passent par la Banque Centrale du Venezuela est la seule façon de briser le blocus.

Washington peut sanctionner la compagnie d'État PDVSA mais il a plus de difficultés pour bloquer une transaction individuelle d'associés internationaux. C'est une tactique de diversification des routes commerciales destinée à garantir que le pétrole arrive sur le marché et que les dollars arrivent aux travailleurs vénézuéliens.

Sur la question de la réduction des redevances de 30 % à 20 % ou 15 %, certains « journalistes » oublient d'expliquer qu'il s'agit d'une mesure flexible et réversible. Elle s'applique seulement lorsque la rentabilité d'un projet est menacée par les conditions exceptionnelles imposées par le blocus.

C'est un outil d'incitation à attirer des capitaux dans des domaines à risques géopolitiques élevés. Dès que les conditions s'améliorent, l'État a la faculté de rétablir le taux plein. Définir cela comme une cession signifie ignorer qu'un champ de pétrole arrêté faute d'investissements ne produit pas de revenus tandis qu'un champ actif avec des redevances réduites garantit des ressources pour les dépenses sociales et pour le salaire minimum.

L'inclusion de mécanismes d'arbitrage indépendants n'est pas un affaiblissement de la souveraineté juridique mais une nécessité technique dans le nouvel ordre multipolaire. Pour travailler avec des partenaires des BRICS+ et avec d'autres puissances non occidentales, il faut offrir un cadre de sécurité qui ne dépende pas des humeurs politiques de Washington.

La nouvelle plate-forme technologique, annoncé par Jorge Rodriguez pour le contrôle en temps réel représente une augmentation de la souveraineté digitale et de la transparence : pour la première fois, chaque centime qui entrera pourra être contrôlé par les citoyens en combattant la bureaucratie et la corruption.

Pour le faire mieux, les critiques « critiques » qui vivent confortablement en Europe devraient se mobiliser non contre ceux qui cherchent à ouvrir des brèches dans le système capitaliste mondial en partant d'une situation désavantageuse parce qu'il s'agit d'un pays du Sud mais pour chercher à ne pas finir à genoux comme la graisse de Tsipras et ouvrir des brèches de véritable démocratie également en Europe, parce que, évidemment, face à l'arrogance impérialiste qui ne connaît pas de frein, personne ne se sauvera seul.

Il faut également se demander comment réagiront les critiques « critiques » toujours prêts à parler d'autoritarisme face à l'annonce d'amnistie faite par Delcy Rodriguez devant le Tribunal Suprême de Justice. Pendant des années, le récit de l'extrême droite a été alimenté par les soi-disant prisonniers politiques : en réalité, des politiciens, emprisonnés, des individus qui d'après les pays comme l'Italie –ou le parti démocrate et ses alliés ont rendu pratiquement impossible d'accorder des amnisties et considère la torture du 41 bis comme normale– croupiraient en prison à perpétuité pour les crimes commis.

La décision de transformer l'Hélicoïde en grand centre culturel est la réponse définitive de ceux qui, même sous le chantage d'avoir un président enlevé, n'ont pas eu peur et n'ont toujours pas peur de la démocratie.

Au Venezuela, le socialisme bolivien s'est toujours fondé sur le consensus, limitant au minimum le recours à la coercition. Cependant, on peut supposer que ces bureaucrates de la pensée, afin de ne pas reconnaître la clairvoyance du cadre dirigeant bolivien, trouveront le moyen de critiquer également cet acte de pacification, confirmant ainsi leur alliance objective avec ceux qui ne veulent que le sang et la restauration néolibérale.

Par contre, l'air qu'on respirait hier dans la salle du Tribunal Suprême de Justice n'était pas celui d'un pays à genoux mais celui d'une nation qui a transformé la douleur en fierté combattante. Il y avait une électricité émotionnelle dense, un sentiment de communion profonde qui se manifestait par un crescendo d'applaudissement. Long, interminable, l'hommage au capitaine Diosdado Cabello : une reconnaissance spontanée de celui qui, avec le peuple, maintient la direction dans la tempête.

Le souvenir des Cubains et des Vénézuéliens tombés au combat le 3 janvier a été marqué par un moment de silence éloquent. Les noms de ceux qui ont donné leur vie pour défendre leur patrie contre l'invasion mercenaire ont été évoqués non pas comme des ombres, mais comme des racines. Lors de cet hommage solennel, la fraternité entre Cuba et le Venezuela est apparue plus forte que n'importe quel blocus, cimentée par le sang versé contre le même agresseur.

Ces « féministes non violentes » qui applaudissaient le prix Nobel de la paix obtenu par la Trumpiste Machado auraient dû entendre l'intervention de la présidente du Tribunal Suprême de Justice Carysilia Rodríguez. Une magistrate qui a parlé non seulement comme une juriste mais comme la fille d'une révolution qui a féminisé le pouvoir. Alors que les critiques « critiques » se perdent dans des réflexions machistes sur la pureté de la norme, elle oppose la concrétisation de la justice réparatrice. C'est un féminisme qui ne demande pas la permission à Washington, mais qui s'impose avec la force de la Constitution et la sensibilité de ceux qui savent que la paix se construit en guérissant les blessures de la guerre militaire et de la guerre cognitive.

Le discours de la magistrate Carysilia Beatriz Rodríguez n'a pas été seulement un acte formel mais la réaffirmation du féminisme populaire et institutionnel qui caractérise la Révolution Bolivarienne, en particulier en ce moment d'urgence nationale après le 3 janvier. Carysilia a projeté l'image d'un pouvoir judiciaire qui n'est plus une tour d'ivoire masculine et froide mais un bouclier pour la nation.

Elle a souligné que l'agression de l'empire, l'enlèvement et le blocage sont des formes de violence patriarcale qui portent atteinte de façon primordiale aux femmes, piliers de l'économie familiale. Sa présence même en tant que présidente avec les autres magistrats est la preuve qu'au Venezuela, les femmes ne sont pas « des victimes » mais des sujets politiques qui administrent la loi au nom de la paix.

Le féminisme du TSJ s'est manifesté dans son soutien total à l'amnistie et à la transformation de l'Hélicoïde proposées par la présidente par intérim. Carysilia a décliné la justice non comme une vengeance (typique du modèle patriarcal-punitif) mais comme une réparation et une transformation culturelle.

Décidé de remplacer les barreaux par la culture est un acte de « politique du soin » envers le tissu social lacéré par la droite. Carysilia a exprimé une solidarité de genre profonde envers la vice-présidente Delcy Rodriguez et envers Cilia Flores en qualifiant l'enlèvement de cette dernière d'attaque de la dignité de toutes les femmes vénézuéliennes.

Elle a affirmé que le mandat du pays, en ce moment, aux mains d'une femme, comme Delcy ne flancherait pas, parce que les femmes vénézuéliennes ont l'habitude de résister dans les moments de très haute pression. Dans son discours, elle a évoqué une justice qui défend la « Pachamama » contre les serres des transnationales. Son féminisme est écologiste et souverain : protéger les ressources énergétiques signifie protéger l'avenir des enfants du Venezuela.

Mais c'est l'intervention de Delcy Rodriguez qui a donné une dimension universelle à la lutte qui se déroule au Venezuela. D'une voix ferme, mais avec les yeux pleins de douleurs, elle a rendu un hommage vibrant à la Palestine. En évoquant le génocide à Gaza, la présidente par intérim a tracé une ligne directe entre les

décombres de la terre palestinienne et les « sanctions » criminelles contre le Venezuela : c'est le même impérialisme qui foule aux pieds le droit international, et qui utilise la force brute pour ignorer la souveraineté des peuples. Dans cette salle, la cause palestinienne et la cause vénézuélienne se sont fondues en seul cri contre l'impunité de Washington.

Delcy À rappeler qu'elle est devenue avocate pour obtenir justice pour ce qui est arrivé à son père, Jorge Antonio, mort, sous la torture dans les prisons de la « démocratie camouflé » de la IVe République. Un héritage que, fièrement, chaque année, elle célèbre avec son frère, Jorge Rodriguez, aujourd'hui président du Parlement, et qui montre la continuité des idéaux du socialisme du XXIe siècle avec ceux du XXe siècle, le siècle des révolutions.

L'annonce de la transformation de l'Hélicoïde de centre de détention en pôle d'irradiation culturelle a fermé le cercle d'une journée historique. Alors que Rubio menace, et que son modèle capitaliste en crise structurelle cherche à dévorer les ressources du pays, Caracas résiste et répond avec des livres, de la musique, l'élaboration collective de la blessure sociale et avec la clémence envers ceux qui ont été utilisés comme chair à canon par l'extrême droite. C'est la victoire de la vie sur la nécro-politique de l'empire.

Source en espagnol :

<https://www.resumenlatinoamericano.org/2026/01/31/venezuela-caracas-no-se-rinde-la-justicia-del-cuidado-contra-la-necropolitica-imperial/>